

# SIDA : Un mal qui répand la terreur, mais excite la soif des profits

(p. 12)

## Lutte Ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 898 - 17 août 1985 - prix : 6 F

**Afrique  
du Sud**

**L'Afrique blanche  
est mal partie**



**Conseil  
constitu-  
tionnel,  
Services  
secrets :**

**Que  
d'Etats  
dans  
l'Etat !**

Pages 4 et 5

- **Avec le gouvernement socialiste,  
la bourgeoisie se porte bien**
- **PC et CGT bloquent toute issue à "l'outil de travail"  
mais n'en offrent pas davantage aux travailleurs.**



# sommaire

## Dans le monde

Page 6 :

- Fidel Castro, l'Amérique latine et le problème de la dette extérieure.
- Amérique latine : le fardeau insupportable de la dette.
- Manœuvres anti-rouges et humour noir.

## En France

Page 4 :

- « Tout pour les entreprises » : avec le gouvernement de gauche, la bourgeoisie se porte bien.
- Massey-Ferguson fauche des emplois, mais moissonne des profits.

Page 8 :

- Sécurité sociale : prestations sociales en baisse.
- Réduction du temps de travail à Thomson-Grand-Public.
- Des TUC déguisés.
- Concorde : les bénéfices prennent leur envol.

Page 9 :

- Pas de trêve estivale pour la répression anti-syndicale.
- CHU (Rouen).
- Sodémécane (Nevers).
- Enquête sur l'affaire Boussac.

Page 12 :

- SIDA, un mal qui répand la terreur... mais excite la soif des profits !

## Culture

Page 10 :

- Livres : Louise Michel la Canaque ; La pique du jour ; Opération Manta.

Page 11 :

- Film : La vie passionnée de Van Gogh.
- Sélection télévision.

**LUTTE OUVRIERE** regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Lés travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE  
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18  
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

## Union Carbide récidive :

Quelques mois après la catastrophe de décembre 1984 en Inde, qui avait fait plus de 2000 morts et des dizaines de milliers de blessés — atteints de lésions oculaires et de lésions gastriques —, la multinationale américaine Union Carbide, au premier rang des trusts empoisonneurs de ce monde, continue ses ravages. La firme américaine de produits chimiques est à l'origine de deux nouveaux accidents : l'un aux USA en Virginie, l'autre en Suède, certes moins meurtriers qu'en Inde.

En Suède, l'explosion d'un four utilisé pour la fabrication d'électrodes industrielles n'a pas fait de victimes. La police suédoise est néanmoins sur la piste... d'écologistes du pays qui avaient peint sur les murs de l'entreprise : « *Bhopal aujourd'hui, Trollhattan demain* » (Trollhattan est le nom de la localité, proche de Goeteborg, où est installée Union Carbide).

Plus grave est cependant l'accident survenu en Virginie

## Ça gaze pour les profits



sur le sol même des USA, où des fuites de gaz toxiques ont conduit à l'hospitalisation de près de 130 habitants. 6 ouvriers de l'usine ont aussi été grièvement brûlés.

Par radio et télévision, les services de sécurité ont demandé à la population de se calfeutrer chez elle, portes et fenêtres closes et aux automobilistes qui avaient traversé le nuage de fumée de se rendre aussitôt à l'hôpital le plus proche. Au bout de deux heures, l'alerte était levée.

Les responsables de l'usine ont déclaré qu'il s'agissait de la défaillance d'une valve à la suite d'une augmentation de pression inattendue dans un réservoir de stockage, une fuite

« d'aldicarb » entrant dans la composition d'un pesticide. Mais les responsables ont nié que cette substance soit aussi dangereuse que le gaz meurtrier de Bhopal.

A la suite de la catastrophe de Bhopal en Inde, Union Carbide avait fermé son usine de Virginie pour y faire des travaux... avec l'efficacité qu'on peut aujourd'hui constater.

Mais si le gaz part... les profits restent. Le bénéfice net de l'Union Carbide est passé de 79 millions de dollars l'année précédente à 323 millions de dollars, à peine égratigné par 18 millions de dollars versés en indemnités aux victimes du gaz de Bhopal.

Michel BROUSSE

## Presque banal...

Le mardi 13 août, la télévision britannique devait diffuser un documentaire sur un des épisodes monstrueux — et il y en eut ! — de la guerre du Pacifique.

Dans la Mandchourie occupée par l'armée japonaise, un centre de recherches ultra-secret avait été installé pour mener des expériences sur les armes bactériologiques. Expériences horribles dont furent victimes de nombreux prisonniers soviétiques, américains, britanniques et australiens.

Le journal *Le Monde* fait état de milliers de victimes. Un ancien membre du personnel de l'établissement raconte aujourd'hui que ces cobayes humains étaient baptisés « bûches de bois », car leurs corps étaient brûlés dans des fours crématoires, après leur agonie.

Alors, des années après, on parle de tout cela. D'autant plus facilement peut-être que les atrocités ont été commises par des Japonais, ceux qui étaient les « mauvais » de la Seconde Guerre mondiale, avec les Allemands nazis.

Pourtant, et c'est devenu de notoriété publique, les responsables de ces atrocités n'ont pas été inquiétés outre mesure, après la guerre, par les autorités américaines. Celles-ci auraient décidé de leur offrir l'impunité en échange de « tuyaux » sur ces recherches ! Et la plupart des médecins et scientifiques japonais impliqués dans ces travaux ont pu, après guerre, poursuivre une brillante carrière. L'un dirige un établissement hospitalier à Osaka ; l'autre, qui s'était, paraît-il, spécialisé dans la congélation des êtres vivants — et des témoins, auraient vu des prisonniers soviétiques mourir dans un réfrigérateur — enseigne aujourd'hui dans une université réputée...

Mais c'est vrai que les responsables d'Hiroshima et Nagasaki, eux aussi, ont aujourd'hui la vedette dans un monde qui est tout, sauf humain.

## Les crimes de Hassan II ne se comptent plus

Neuf prisonniers marocains observant une grève de la faim depuis plus de 50 jours sont dans un état très grave contrairement à ce que le ministère des Affaires étrangères marocain avait affirmé au professeur Minkowski qui conduisait une délégation de la Fédération internationale des droits de l'homme.

Les détenus dans le coma ont été transférés de la prison de Marrakech au service de réanimation d'un hôpital de Casablanca.

Les neuf détenus réclament

le statut de prisonniers politiques. Ils ont été condamnés pour leur participation aux émeutes de Marrakech en janvier 1984 à des peines allant de quatre à quinze ans de prison. Le gouvernement marocain les considère comme des prisonniers de droit commun. Il leur refuse la visite de leurs parents. A l'hôpital même ils sont soumis à une stricte surveillance policière.

On peut mourir dans les prisons marocaines sans que le monde s'émeuve.

Patricia MULLAN

## Egypte :

## Les ficelles pour étrangler les pauvres en douceur

Le gouvernement égyptien qui a dû, à deux reprises, en 1977 et en 1984 renoncer à des augmentations brutales du prix du pain qui avaient provoqué de violentes émeutes dans les quartiers pauvres, a appris à se méfier. Il tente désormais de ruser pour rançonner les pauvres sans déclencher de réaction brutale.

Selon *Libération* du 9 août, à côté du pain à une piastre vendu à l'ancien prix, le gouvernement a mis en circulation un pain deux fois plus cher qui,

deux fois plus gros au départ, a ensuite été allégé subrepticement. Destiné à remplacer le pain à l'ancien prix, le nouveau n'a toutefois pas encore chassé l'ancien dans les quartiers les plus pauvres.

Autre ruse : à côté des autobus rouges dont le tarif est subventionné, sont apparus des bus bleus deux fois plus chers. Les bus bleus sont de plus en plus nombreux...

Pareils subterfuges ne peuvent évidemment que reculer le moment où la colère des pauvres éclatera.

## Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles



# Un conseil dont on peut tirer la leçon

**E**N effet, comme s'en félicite *Le Figaro*, « l'opposition ne désarme pas » ! Par Conseil constitutionnel interposé, elle a trouvé un nouveau croche-pied à faire au gouvernement. La loi relative à l'élection du futur Conseil régional de Nouvelle-Calédonie n'aurait pas été conforme à la Constitution. Alors ce serait à refaire ! Et le gouvernement a reconvoqué députés et sénateurs, en pleines vacances, tenté de les débusquer de leurs lieux de villégiature...

Tout cela pour un alinéa de texte de loi qui prévoyait pour les régions à majorité canaque de Nouvelle-Calédonie une meilleure représentation que celles où dominent les Blancs. Les membres du Conseil constitutionnel — pour la plupart mis en place par l'ancienne majorité de droite — découvrent soudain les charmes du scrutin proportionnel. Curieux tout de même qu'ils n'y aient pas été sensibles plus tôt, et pas seulement à propos d'élections qui doivent se dérouler à 20 000 kilomètres. Curieux que cette droite prétendument vigilante ne se soit pas rendu compte, depuis tant d'années, qu'il fallait dix fois plus de voix pour élire un député dans la banlieue des grandes villes que dans une circonscription de Lozère ou de Corse. En fait, les gardiens de la Constitution n'étaient guère choqués, et n'ont rien trouvé à redire tant que l'injustice et l'inégalité arrangeaient leurs amis politiques. Là d'ailleurs, dans le cas de la Nouvelle-Calédonie, pourquoi serait-il plus juste que des militaires, des fonctionnaires ou des techniciens français qui ne résident sur place que quelques années, qui ne font souvent que passer, puissent disposer de la même représentation que la population canaque qui y vit en permanence ? On peut aussi tricher au nom des grands principes !

Mais évidemment, tout cela n'est que prétexte. Prétexte grossier ou dérisoire, au choix. Mais prétexte, qui en doute ? Et prétexte qui souligne les limites du pouvoir du gouvernement.

Les communistes ont quitté le gouvernement en invoquant, entre autres, le fait que quatre ministres, c'était vraiment trop peu. Mais même avec son Premier ministre, et sa quarantaine d'autres, le Parti Socialiste est tout aussi impuissant. Mitterrand a beau avoir été élu par une majorité des électeurs, il a beau disposer d'une majorité de députés socialistes

qui l'appuient inconditionnellement à l'Assemblée nationale, ce n'est pas lui qui décide en dernier ressort. Il existe des personnages non élus mais désignés, inamovibles, qui sont au-dessus des majorités électorales, au-dessus des assemblées, au-dessus des lois, même, puisqu'ils peuvent décider quelles sont les « bonnes » lois, et lesquelles sont à refaire.

C'est une manière de rappeler à la gauche qu'il ne sert à rien d'avoir obtenu une majorité électorale puisque l'appareil d'Etat conserve son droit de veto.

C'est un petit exemple. Bien d'autres faits illustrent cela. Entre autres la troublante affaire du sabotage du bateau de Greenpeace où il apparaît que les services secrets français ont bien des secrets... pour le gouvernement français et qu'ils agissent à son insu, voire contre lui.

En fait, Mitterrand et les dirigeants socialistes savent bien cela. Ils le savaient avant d'avoir la majorité. Ils savaient qu'ils n'auraient pas les moyens légaux de s'opposer réellement à la droite, ne serait-ce que pour imposer quelques petites réformes, encore moins de s'opposer aux patrons et à la bourgeoisie. Ils le savaient, mais ils se sont bien gardés de le dire. Et pour cause. Car ils n'avaient pas l'intention de changer quoi que ce soit aux règles du jeu parlementaire et constitutionnel, pas l'intention de faire une autre politique que celle de leurs prédécesseurs.

Une nouvelle preuve est donnée que cela ne sert à rien de changer une majorité à l'Assemblée car, de toute façon, au-dessus, il y a un Conseil constitutionnel, un Conseil d'Etat — ou à côté même des barbouzes — qui peuvent s'opposer à cette majorité, ou lui mettre de sérieux bâtons dans les roues. Ce n'est pas le gouvernement qui commande la machine d'Etat mais plutôt l'inverse. Et il y en a des Etats dans l'Etat, qui font vraiment la loi.

Alors, ce n'est pas seulement le gouvernement qu'il faudrait changer, mais aussi la Constitution ; pas seulement la façade qu'il faudrait ravalier, mais faire le ménage de fond en comble. Tout changer quoi. Faire la révolution, eh oui !

Arlette LAGUILLER

## GREENPEACE :

### La partie immergée de l'appareil d'Etat

Plus personne ne conteste aujourd'hui que deux agents secrets français opéraient sous une fausse identité, avec un faux passeport suisse, en Nouvelle-Zélande, un pays avec lequel la France est censée avoir de bonnes relations. Cela se fait sans doute couramment mais d'habitude on ne parle pas de ces choses-là.

La présence au moment de l'attentat de ces agents, et peut-être d'autres qui ont échappé aux filets de la police néo-zélandaise, n'est évidemment pas une coïncidence. Ce sont des membres des services secrets français qui ont fait sauter le bateau. En prenant le ris-

que de faire des morts et il y en a eu un.

Est-ce que les services secrets ont agi d'eux-mêmes ? Avaient-ils le feu vert d'Hernu comme certains journalistes le prétendent ? Avaient-ils l'accord de l'Elysée comme d'autres l'avancent ? C'est évidemment difficile à dire et on ne le saura sans doute jamais. Cela a d'ailleurs une importance secondaire.

Les exemples d'affaires dans lesquelles les services secrets ont mené leur propre politique ne manquent pas. De l'arrestation en plein ciel de l'avion de Ben Bella au cours d'une opération de piraterie décidée de leur propre chef par des

généralistes français (sous un gouvernement socialiste déjà !) à l'assassinat de Ben Barka, opposant marocain enlevé il y a tout juste vingt ans par des membres des services spéciaux et des policiers français télégués par le gouvernement d'Hassan II, les services français ont une certaine tradition en ce domaine.

Il est possible que l'explosion du *Rainbow Warrior* soit une affaire du même ordre. Et que les journaux qui multiplient les informations sur l'implication de l'Elysée cherchent surtout à vendre du papier ou à poser des problèmes politiques à un gouvernement socialiste.

Mais ce qu'on peut déduire des exemples précédents, c'est qu'on ne saura jamais la vérité sur l'activité de ces services qui sont secrets. Et secrets pas seulement par rapport aux pays étrangers, secrets d'abord vis-à-vis de la population, des électeurs français au nom desquels ils sont censés agir mais auxquels ils ont des choses à cacher.

Cette affaire prouve une fois de plus que le pouvoir a une apparence et une réalité. Une apparence : les élus, les députés, le président de la République. Une réalité : des gens que les simples citoyens ne connaissent pas, les hauts fonctionnaires, les responsables de l'armée et de la police, les services secrets qui derrière le rideau de fumée de la démocratie et du Parlement s'emploient à défendre les intérêts de la bourgeoisie.

Dans le cas du *Rainbow Warrior*, ça peut sembler ridicule bien qu'il y ait eu mort d'homme, parce que nos James Bond n'ont pas l'air très doués. Mais ces gens-là, et pas seulement les services secrets, tous les membres de l'appareil d'Etat, sont pour les travailleurs un danger. La bourgeoisie les entretient pour faire des bulles autour d'un bateau écologiste le plus souvent. Mais ce sont eux qui sont aussi chargés à l'occasion de remplir les stades d'opposants.

Pierre VERNANT

## 520 morts

Aux dernières nouvelles : quatre survivants à la catastrophe du *Boeing* japonais. 520 morts donc.

On se demande, évidemment, comment c'est possible à une époque où les conditions de sécurité devraient épargner des drames aussi meurtriers.

L'hypothèse d'un attentat a été émise. Celle d'une défaillance technique aussi. L'avion n'était probablement pas dans un excellent état. Ce *Boeing* avait subi des dégâts importants lors d'un atterrissage mouvementé sur l'aéroport d'Osaka en 1978. Après réparation, il avait été déclaré bon pour reprendre du service... mais l'était-il ?

De toute façon, on peut parler d'attentat. Là, comme pour tout le reste, dans cette société, la poursuite du profit maximum pousse aux petites économies... et aux grandes catastrophes.

Elles sont rares, certes. Mais chaque fois, ce sont des centaines de victimes d'un coup.



« Tout pour les entreprises » :

## Avec le gouvernement de gauche, la bourgeoisie se porte bien

Il n'avait pas fallu un an pour que le gouvernement de gauche abandonne ses velléités d'augmentation du pouvoir d'achat et son prétendu programme de relance de l'économie par la consommation pour une politique, exactement inverse, de cadeaux aux entreprises. Il s'agissait, paraît-il, de restaurer les profits des entreprises afin de leur permettre d'investir et de se moderniser, seule façon de faire repartir l'économie. Distribuer trop de pouvoir d'achat revenait, expliquait Delors, le ministre de l'Economie de l'époque, à acheter trop à l'étranger car les pauvres patrons français n'arrivaient pas à produire assez à un prix concurrentiel.

Trois ans plus tard, cette politique de sacrifices imposée aux travailleurs, inaugurée par le blocage des salaires de juin 1982 et suivie de bien d'autres atteintes au pouvoir d'achat des salariés n'a nullement atteint les objectifs qu'elle prétendait se fixer. Les salaires ont bien baissé, les profits des entreprises augmenté mais les investissements ne sont pas repartis.

Selon les statistiques officielles de l'INSEE, la part des richesses créées revenues aux ménages a diminué de 0,7 % en 1983 et d'autant en 1984. Comme il s'agit là de moyennes englobant les très riches comme les très pauvres, la part revenant aux ménages populaires a en fait beaucoup plus baissé. Pour la seule année 1984, l'augmentation moyenne des salaires a été de 4,5 % alors que l'indice des prix atteignait 7,1 %.

Et puis il y a tous ceux qui ont perdu leur emploi : les mis en pré-retraite d'office dans des conditions financières devenues de plus en plus défavorables au fil des mois, les licenciés dont les allocations de chômage ont progressivement décliné, tous ceux qui ne reçoivent rien, ou seulement l'allocation minimale de solidarité de 1 800 F par mois : les chômeurs en fin de droit, les femmes et jeunes n'ayant jamais travaillé.

On peut estimer qu'il y a aujourd'hui en France, au bas mot, trois millions de chômeurs, soit environ 10 % de la population active.

Quant à ceux qui ont retrouvé ou trouvé un travail, c'est surtout pour les jeunes un emploi souvent provisoire et sous-payé, quand ce n'est pas un TUC pour un an : 1 700 F par mois maximum pour 20 heu-

res hebdomadaires de travail.

Pendant qu'en bas on se serre la ceinture, en haut on a largement profité. Les bénéfices des grandes entreprises et de beaucoup d'entreprises moyennes ont atteint un niveau record en 1984. Le meilleur depuis 1972, c'est-à-dire avant la crise.

Mais les bourgeois, s'ils ont augmenté leur fortune personnelle (jamais la consommation de luxe ne s'est si bien portée en France), n'ont pas pour autant investi. Du moins pas dans la production.

Selon une étude de l'OCDE réalisée en juillet dernier, les investissements ont fléchi en France pour la quatrième année consécutive. Et les investissements réalisés par les entreprises privées ne servent la plupart du temps pas à augmenter la production, pas à créer des biens supplémentaires. Quand des patrons achètent des machines nouvelles plus performantes, c'est neuf fois sur dix pour remplacer des travailleurs par des machines en laissant la production au même niveau.

Car les entreprises réservent en fait à la spéculation financière l'essentiel de leurs profits supplémentaires, obtenus sur le dos des travailleurs grâce à la baisse des salaires et des emplois.

Soit ils exportent des capitaux sous prétexte de développer des affaires à l'étranger, principalement aux Etats-Unis, ce qui est souvent un moyen commode pour les patrons de tourner la loi en exportant en fait une partie de leur fortune personnelle en Amérique. Soit ils se contentent de spéculer en France, où les possibilités de placements financiers sont surabondantes. Les placements financiers en obligations des entreprises qui, aujourd'hui, rapportent entre 12 et 12,5 %, soit 5 % à 6 % de mieux que la hausse des prix et deux fois plus que la Caisse d'Epargne, ont connu un énorme gonflement en deux ans. A tel point que Fabius et Bérégovoy ont à plusieurs reprises fait mine de s'inquiéter du fait que l'Etat qui prête aux industriels à 9,5 %, pour en théorie moderniser leurs usines, retrouve cet argent non investi disponible quand il emprunte, lui, à 12 % et plus. Voilà là grande industrie à laquelle se livrent aujourd'hui les capitalistes français. Un chiffre illustre ce gonflement des placements spé-

culatifs sur les marchés financiers : en 1983, les placements des compagnies d'assurances ont augmenté de près de 18 %. Et d'autant à nouveau en 1984 !

Les profits gonflent, alimentés par les sacrifices imposés aux classes populaires et par le budget de l'Etat mais si les signes de l'extension de la pauvreté se multiplient, on ne voit nulle part se construire de nouvelles usines. Il y a tout juste un an le gouvernement avait fait mine de s'étonner en découvrant les nouveaux pauvres créés par sa politique. Mais cette politique, il ne parle pas de l'abandonner. Il la poursuit et l'accroît. Car son « échec » ne heurte pas la bourgeoisie, le camp qu'il sert depuis le début, délibérément.

Pierre VERNANT



Fabius aux assises nationales des Chambres de commerce et d'industrie : avec le gouvernement de gauche, les patrons ont de quoi se réjouir. (AFP)

## Massey-Ferguson fauche des emplois mais moissonne des profits

C'en est fini, et bien fini, de l'usine de moissonneuses-batteuses du trust canadien Massey-Ferguson, dans la banlieue lilloise. Un Comité central d'entreprise vient d'enterrer, formellement, ce qui n'était déjà plus qu'une carcasse : l'usine, une des grandes de la région, qui occupait 300 000 mètres carrés et a employé jusqu'à 3 500 personnes, était déjà vide, depuis de longs mois. Depuis presque un an, quand la direction avait choisi de mettre 1 150 travailleurs au chômage total partiel (argutie juridique qui permettait, jusqu'à tout récemment, aux patrons de mettre des travailleurs au chômage... sans les licencier).

La direction de Massey-Ferguson a mis deux ans à se débarrasser des deux mille travailleurs qui travaillaient encore à Marquette-lez-Lille en juin 1983 (départs dits « volontaires », pré-retraites, chômage...). A la veille de l'été 1983, elle annonça une première charrette de 600 licenciements. Puis, un an plus tard, faisant état de millions de pertes chaque mois, elle fermait l'établissement. Pendant plusieurs mois, derrière une intersyndicale où la CGT était largement majoritaire, quelques centaines de travailleurs de l'usine multiplièrent les mani-



festations de protestation, dont près de quinze jours de grève en décembre 1983. Mais rien n'y fit. En particulier Mauroy, en tant que maire de Lille et en tant que Premier ministre, resta sourd — doublement sourd — aux revendications ouvrières. Même dans un fief socialiste, fief d'un Premier ministre socialiste qui plus est, les patrons firent la loi. La leur.

Alors, c'en est fini et bien fini de l'usine Massey. Mais ceux qui y travaillaient, eux, doivent vivre tant bien que mal. Certains ont d'ores et déjà trouvé du travail ailleurs. Quelquefois un travail stable, mais plus souvent une activité précaire d'intérimaire, ici ou là. Et d'autres restent sans emploi.

Il a été dit et redit, pendant de longs mois, que c'était « la crise du machinisme agricole ». Pour les travailleurs qui ont perdu leur emploi, et dont beaucoup avaient longtemps travaillé à Massey, la crise a été grave, en effet.

Mais pour le trust, on se le demande. Le quotidien pro-patronal *Les Echos* du 14 août consacrait un petit article à la question. Surtitre : « *Machinisme agricole* ». Titre : « *Massey-Ferguson France : des bénéfices pour 1984* ». Et l'article informe que le bénéfice net s'élève à quelque 8 millions de francs pour l'exercice 1984, se terminant au 31 janvier 1985, tandis que le chiffre d'affaires se maintient à 2,3 milliards de francs.



# PC et CGT bloquent toute issue à l' « outil de travail » mais n'en offrent pas davantage aux travailleurs

Un ouvrier venu discuter avec nous en caravane a eu cette image : *« Avec la gauche au gouvernement ou la droite, le collier est différent, mais c'est toujours le même chien »*...

Eh oui, la bourgeoisie continue à flaire et lécher les profits à sa guise, à aboyer au besoin. L'animal continue à faire où il veut, et quand il veut, et les gouvernants socialistes comme leurs prédecesseurs de droite le caressent dans le sens du poil, avec davantage de précautions et d'égards même, parce que davantage de crainte de s'en faire mordre.

Les classes populaires, la classe ouvrière surtout, pâtisent par contre de la situation. Du chômage accru. Du niveau de vie en baisse lente mais sûre.

Evidemment, en Europe occidentale, coin de paradis encore dans le monde, la société possède des amortisseurs contre la crise. Ce ne sont pas des taux d'inflation de 200, 500 voire 1000% comme dans certains pays d'Amérique latine. La bourgeoisie, ou son Etat, ont encore les moyens de faire de l'assistance sociale. Mais la situation se dégrade cependant. La crise économique pèse. Le chômage surtout engendre l'inquiétude et la démoralisation, davantage que ne le fait la politique des organisations de gauche.

IL Y A UN AN,  
UN DÉBUT D'ÉLAN  
...VITE RETOMBÉ

Quand après le départ des ministres communistes du gouvernement, PC et CGT ont changé de langage et se sont mis à parler de lutte nécessaire, on a pu sentir quelques frémissements d'espoir et de combativité chez ceux des travailleurs qui rongeaient leur frein depuis trois ans. On a vu un petit regain de mouvements, en particulier chez Renault, sous l'impulsion de la CGT et du PC qui comptaient ainsi redonner le moral au moins à leurs propres militants. Mais malgré les déclarations vigoureuses de Krasucki en faveur de la grève générale, rien n'est venu. Tout est vite retombé. La combativité n'y était pas, et y est encore moins aujourd'hui.

Les dirigeants de la CGT et du PC n'ont-ils pas su, ou pas pu, ou pas voulu ? CGT et PC sont de grandes organisations dont les appareils de direction ne manipulent pas à leur gré la multitude de militants et sympathisants soumis aux pressions des travailleurs du rang, dans les entreprises et les quartiers, et, en la circonstance, à la morosité ambiante. Et puis il s'agissait surtout d'essayer de rendre au PC tout ou partie du crédit militant et électoral perdu en trois ans de collaboration gouvernementale, pas d'offrir à la classe ouvrière de réelles perspectives ; les deux sont loin d'être superposables.

Toujours est-il que rien n'a

suivi. Les conflits ont diminué en nombre et en ampleur. Et les patrons qui surveillent cela de près qui paient des économistes à faire des comptes d'apothicaire sur les chiffres comparés d'heures de grève, mois par mois et année par année, donnent des statistiques qui indiquent une combativité en baisse.

POLITIQUE SPECTACLE  
DE LA CGT ET DU PCF...  
SANS ACTEURS  
NI SPECTATEURS

Nous sommes dans une situation où rien ne permet de prévoir une offensive de la classe ouvrière. Une situation de recul. Et à leur façon, les gesticulations estivales des responsables de la CGT et du PC le manifestent.

CGT et PC qui aujourd'hui affichent plus facilement leurs liens, jouent en quelque sorte les Zorros, se fabriquent des aventures, rocambolesques au mieux, ridicules au pire.

Sous le titre *« Renault ne sera pas la formule 1 de la casse »*, un article de l'*Humanité* du 14 août donnait le ton : *« On les voudrait résignés et fatalistes devant la casse de leur entreprise, les Renault. (...) L'ennui, c'est qu'ils ne sont ni en vacances ni silencieux. (...) Depuis la mi-juillet, toute l'usine est sous haute surveillance, à l'initiative de la CGT, pour empêcher tout déménagement à l'étranger, tout enlèvement injustifié de matériel, de moyens de production. Une surveillance constante, jour et nuit. (...) La nuit, deux équipes d'une douzaine de militants se relaient pour effectuer, chaque heure, des rondes pour veiller au grain. Mais ce sont en fait plusieurs centaines de militants qui se tiennent sur le qui vive, prêts à se mobiliser au moindre coup de téléphone. »*

Pas de vacances, donc... pour deux douzaines, au mieux, de permanents syndicaux qui feraient quelques rondes nocturnes dans l'immense usine de Billancourt. Pour empêcher que la direction déménage *« l'outil de travail »*, le transporte en douce à l'étranger ; pour empêcher la *« casse du potentiel industriel français »*.

Cette *« haute surveillance »*, les responsables de la CGT et du PC l'exercent surtout là où ils escomptent être vus. Le spectaculaire semble largement l'emporter sur l'efficace. Alors ils veillent surtout sur Renault.

La vigilance serait payante, nous dit-on. Voilà le tableau de chasse :

A la fin juillet, des robots de l'usine de Douai auraient été interceptés à Valenciennes. Comme le roi à Varennes... Sans la CGT, les robots partaient pour l'émigration à l'usine de Haren en Belgique. La direction, elle, affirme qu'ils étaient destinés à la révision, à... Meudon.

Le 7 août, des robots de Billancourt étaient escortés par la CGT jusqu'à Sandouville.

Le 9 août, des militants de la

CGT d'une usine de sous-traitance Renault définitivement fermée pour cessation d'activité en juillet (seuls ou avec quelques travailleurs licenciés de l'entreprise) s'opposaient au départ de matériel.

Le 10 août, des militants du PC de Bagneux s'opposaient au départ de *« 50 camions prêts à déménager Huré »*, usine de machines-outils de la commune.

Enfin, toujours le 10 août — grand jour d'action — des militants CGT et élus communistes de Vitry se sont retrouvés, ensemble, devant l'entreprise TECA-filtres pour empêcher le déménagement en province de quelque douze machines-outils. A une heure du matin, après coup de téléphone aux autorités gouvernementales et préfectorales, des camions de la municipalité de Vitry bloquaient les issues de l'usine. L'opération se voulait style *« commando »*, organisée avec l'aval de l'Union départementale CGT. Le siège n'a été levé qu'à 17 heures, en fin d'après-midi.

De toute évidence, la CGT et le PC mènent cette politique spectacle avec peu de spectateurs mais avec un nombre d'acteurs réduit aussi, limité à une infime minorité de permanents syndicaux et municipaux, si l'on en juge selon les articles et photos de l'*Humanité* pourtant avantageux. Politique probablement destinée aux militants qui lisent l'*Humanité* dans les campings, pour leur donner l'illusion que leur direction reste sur la brèche. Mais les travailleurs, en tout cas, restent totalement indifférents. Parti socialiste et Parti communiste paient leur politique. Mais les travailleurs en font les frais aussi. Tandis que les socialistes continuent à tout assumer au gouvernement — la générosité à l'égard des riches et, en récompense, tous les coups tordus de la droite, de ses conseillers constitutionnels comme de ses barbouzards — les directions du PC et de la CGT, elles, cherchent à se relever de trois ans de cette politique. Elles en sont toujours à chercher à retrouver du crédit, déjà auprès de leurs propres militants, pour tenter, de proche en proche, d'en regagner jusqu'à des couches plus larges de la classe ouvrière... et des électeurs surtout. Car le PC a beau parler de lutte, c'est encore et surtout l'horizon électoral 1986 qui le préoccupe, comme tous les grands partis.

L'affaire récente de la SKF, où des *« ouvriers »* (ou permanents syndicaux) avaient délogé des CRS, avait connu un petit succès, soulevé quelque émoi et trouvé un relatif soutien, si ce n'est populaire, du moins militant. C'était bien, oui, de déloger des CRS. Ce serait bien, d'ailleurs, de le faire systématiquement. Et mieux même d'avoir prévenu les travailleurs, dès mai-juin 1981 ou avant, que les socialistes au gouvernement étaient capa-

bles d'envoyer les CRS contre eux.

Mais les actions de *« haute vigilance »* contre le déménagement de machines ne semblent pas avoir le même impact. Et probablement pas seulement parce que ce sont les vacances.

Certes, des travailleurs menacés de chômage ou au chômage peuvent avoir la rage au cœur devant la *« casse du potentiel industriel »* comme dit le PCF. Ils peuvent ou pourraient vouloir empêcher le *« démantèlement »* — là où il a réellement lieu — de l'usine où ils travaillent ou ont travaillé. Alors, les *« surveiller »*, pourquoi pas si tel était le sentiment général. Mais les *« surveiller »* vraiment, efficacement, c'est-à-dire en nombre, et pas seulement dans quelques entreprises choisies comme vitrines publicitaires.

Et puis, plus dramatique que le déménagement de quelques tonnes de ferraille, il y a le déménagement des hommes, les licenciements. Si la CGT et le PC voulaient vraiment que les usines ne se vident pas, il faudrait d'abord chercher une politique qui permette aux travailleurs d'y rester, tous ensemble, et le plus nombreux possible.

Evidemment, une mobilisation importante des travailleurs contre les licenciements et le chômage ne se décrète pas, ne s'organise pas si facilement aujourd'hui. Mais PC et CGT ont-ils vraiment une politique qui prépare une mobilisation et une riposte générales de tous les travailleurs ? La façon dont ils portent aujourd'hui au pinacle leurs actions de commando prouverait plutôt le contraire.

L'intérêt des travailleurs contre les mauvais coups du patronat serait probablement de montrer qu'ils sont vigilants ; que toute la classe ouvrière est vigilante mais précisément pas en confiant leurs intérêts à une société de gardiennage estival, fût-elle la CGT ou le PCF !

Les dirigeants de la CGT et du PC essaient de faire du bruit, de paraître combattifs. Mais il semble bien qu'ils soient pris dans un cercle vicieux et s'en accommodent : moins ils ont de crédit et d'assentiment, même auprès de leurs propres militants et sympathisants, et plus ils donnent dans un pseudo-radicalisme qui frise aujourd'hui l'opérette ou le festival estival.

Cette politique n'est pas faite, en tout cas, pour redonner confiance et moral à la classe ouvrière. Elle ne lui fait peut-être pas de mal, encore que... mais pas de bien de toute façon.

Les directions actuelles des grands partis réformistes ne s'en remettent peut-être pas, mais la classe ouvrière, elle, le peut. Les travailleurs ont pu constater que le bulletin de vote qui a porté la gauche au gouvernement n'a pour ainsi dire rien changé. Certains en sont même à penser ou dire qu'un retour de la droite ne

serait pas pire. Mais les travailleurs ne voient pas non plus quoi faire, ni comment. Et les dirigeants du Parti communiste ne les y aident pas. Leur politique de participation au gouvernement, trois ans durant, puis leur volte-face et leurs critiques gouvernementales aussi acerbes aujourd'hui que participation et soutien avaient été parfaits hier, ont beaucoup contribué à grossir le flot des démoralisés, au point que les responsables du PC et de la CGT ne parviennent plus, apparemment, à remonter le courant.

Et pourtant, la classe ouvrière a encore bien des ressources de combativité, bien des forces dont elle pourrait se servir, et dont elle se servira, de toute façon, un jour ou l'autre. On a vu dans le passé des explosions sociales, des grandes grèves, dans des périodes pourtant dures et difficiles. Si les militants qui comptent toujours sur les capacités révolutionnaires de la classe ouvrière, et déjà sur ses capacités de lutte et d'organisation — et il en existe dans le Parti communiste et dans l'extrême-gauche — ne peuvent pas espérer de grandes luttes pour tout de suite, ils peuvent cependant préparer l'avenir.

Dès maintenant, de toute façon, il est indispensable de discuter, de regrouper ceux qui gardent combativité, confiance et espoir. Il est indispensable d'expliquer inlassablement au plus grand nombre que si la situation est de plus en plus dramatique, elle est loin d'être désespérée. Et indispensable de préparer les luttes qui pourront changer le rapport de forces. Car les travailleurs manquent surtout d'une direction... qui compte sur eux, sur leur lutte consciente et pas sur leurs bulletins de vote.

Après mai-juin 1981, les dirigeants de la droite, dans l'opposition, n'ont pas désarmé pour autant. Ils ont trouvé le moyen de mobiliser tout ce qu'ils ont pu de médecins, notaires, pharmaciens, paysans ou partisans de l'école des curés — et ils en ont trouvé des centaines de milliers — contre la politique du gouvernement, d'un gouvernement qui ne lésait pourtant pas les intérêts de tous ces gens-là.

Alors, la classe ouvrière, dont les intérêts sont vraiment lésés par un gouvernement et une bourgeoisie surtout âpre aux gains et aux profits, pourrait, elle aussi, montrer sa force. Elle en a bien davantage que les petits bourgeois. Elle pourrait bien mieux qu'eux s'en servir, si elle voulait.

Mais c'est aujourd'hui dans la tête que ça se passe. Ou dans le cœur. C'est la conviction et l'espoir qui manquent. Aux militants vraiment révolutionnaires vraiment communistes ou socialistes d'en donner.

Michelle VERDIER



# Fidel Castro, l'Amérique latine et le problème de la dette extérieure



Appel à la grève générale en Bolivie contre la politique économique du gouvernement. (AFP)

Après la « conférence syndicale des travailleurs d'Amérique latine et des Caraïbes sur la dette extérieure », qui s'est déroulée à La Havane du 15 au 18 juillet, Fidel Castro a organisé au début août, sur le même sujet, une réunion de responsables politiques latino-américains, se plaçant ainsi en dirigeant de la contestation des exigences du Fonds monétaire international dans cette partie du monde.

Le numéro du 1<sup>er</sup> août de *Solidarité Socialiste*, l'hebdomadaire du MAS argentin (Mouvement vers le Socialisme, trotskyste) a consacré une double page à cette orientation des dirigeants cubains, dans laquelle il note « qu'il y avait deux ailes à cette conférence (...) une aile que l'on pourrait dénommer de droite, à la tête de laquelle se trouve Castro lui-même, et une autre de

gauche, à laquelle participaient des membres de la COB bolivienne, de la centrale ouvrière du Brésil (CUT) et de bien d'autres syndicats. La droite défendit le « nouvel ordre international » et refusa d'attaquer les gouvernements du continent au service des patrons. La gauche en revanche proposa la lutte pour le socialisme ».

S'il n'y a sans doute pas trop d'illusions à se faire sur la volonté réelle de lutte de cette « gauche », composée pour l'essentiel de bureaucrates syndicaux, la position de Fidel Castro mérite quelques commentaires. *Solidarité Socialiste*, qui souligne par ailleurs l'aspect positif que revêt cette prise de position de Cuba, y consacre un long article, sous le titre *Le paradoxe de Fidel*, paradoxe qui consisterait en ce que Castro, après avoir « enlevé les terres

aux oligarques et les usines aux monopoles », conseille aux peuples du monde de ne pas en faire autant.

Le paradoxe n'existe d'ailleurs que lorsqu'on oublie que les nationalisations réalisées à Cuba ne furent pas la mise en œuvre d'un programme prémédité de socialisation de l'économie, mais le moyen pour la direction castriste de résister aux pressions de l'impérialisme US. Mais ceci dit, cet article de *Solidarité Socialiste* exprime une position avec laquelle nous ne pouvons être que d'accord, et nous en extrayons de larges passages :

« Il y a dix ans, dans cette caverne de bandits impérialistes que sont les Etats-Unis, organisation à laquelle participent tous les pays du monde et essentiellement manipulée par les grandes puissances impérialistes, sortit une résolution destinée, prétendit-on, à obtenir le fameux « nouvel ordre international ».

Il s'agissait de la promesse des pays riches et impérialistes de lever les barrières douanières et protectionnistes (qui empêchent l'entrée de nos produits dans leurs marchés, par exemple la viande argentine n'entre pas en Europe), et de diminuer les différences de prix (les matières premières que nous leur vendons, ils les paient chaque fois moins cher, et les machines qu'ils nous vendent coûtent chaque fois davantage).

Ce mot d'ordre d'obtenir un « nouvel ordre » fut principalement une réclamation des gouvernements patronaux du Tiers Monde, qui considéraient que si cela continuait ainsi dans leurs pays, il pourrait y avoir des révolutions populaires. C'est-à-dire qu'ils demandèrent à l'impérialisme des

changements au sein du système capitaliste pour sauver ce système lui-même.

Mais dans ces dix années, les choses empirèrent. Non seulement il y eut plus de protectionnisme, et plus de différence de prix commerciaux avec un fossé plus grand entre les pays riches et pauvres, mais il s'y ajouta la mise à sac par la dette extérieure.

Fidel, en se mettant à la tête de la revendication d'un « nouvel ordre », en vient à coïncider (comme cela arriva lors des conférences des pays du Tiers Monde) avec la demande d'Alfonsín et des autres gouvernements patronaux.

Alfonsín demande exactement la même chose que Fidel. A Lima, par exemple, il vient de déclarer : « Il s'agit d'obtenir la justice, un nouvel ordre international, et pour cela nous avons tous compris qu'il faut affronter la situation ensemble ».

Pour cela, Alfonsín fait même l'éloge de la conférence de La Havane et a envoyé un émissaire participer à la réunion politique qui se déroule là-bas.

Il y a, oui, une différence. C'est qu'Alfonsín n'a pas besoin de souscrire à l'appel à réaliser une journée continentale contre la dette extérieure, parce que lui, comme homme de confiance et agent de l'impérialisme, est reçu aux Etats-Unis, et il peut négocier avec eux.

En revanche, Fidel et le castro-communisme, pour obtenir cette même négociation, ont besoin de faire pression sur l'impérialisme, et c'est ce qu'ils sont en train de faire avec leur appel à une action continentale contre la dette extérieure, comme préalable à s'asseoir pour négocier un « nouvel ordre ». C'est

ce que reconnaissait expressément un panneau mural qui faisait partie de la décoration du Palais des Conventions.

Mais le système capitaliste ne peut pas s'arranger. Depuis les promesses impérialistes de diminuer les injustices, et les revendications des patrons du Tiers Monde et du castro-communisme, les choses ont empiré. Rien qu'en Amérique latine, il y a 110 millions de chômeurs. Et plus de 30 millions au sein même des pays impérialistes.

C'est un système chaque jour plus exploiteur, qui cherche à résoudre sa crise en condamnant à la misère et à la déchéance la plus grande partie de l'humanité.

Faire partout ce que fit Cuba, il y a vingt-cinq ans, et garantir les libertés et les droits politiques et syndicaux des peuples, c'est l'unique manière d'en finir avec les injustices. Tout le reste est bavardage. Que le dise Alfonsín ou que le dise Fidel ».

## Amérique latine

### Le fardeau insupportable de la dette

Il y a encore un an le Mexique était cité en exemple à toute l'Amérique latine par les banquiers des pays riches. Au prix d'une limitation draconienne de ses importations, d'une chute des salaires, et d'un accroissement massif de ses exportations le pays était parvenu pendant deux ans à payer les intérêts de sa dette. Aujourd'hui, le programme d'austérité draconien imposé à la population ne suffit plus. La baisse des prix du pétrole, due à la crise économique qui a raréfié la demande, a achevé de réenfoncer le Mexique dans une situation financière sans issue.

Il en va de même pour le Brésil qui, après deux années d'exportations record, voit aujourd'hui se fermer devant lui certains marchés des pays riches, et en premier lieu le marché américain autour

duquel les capitalistes dressent des barrières pour se protéger de la concurrence.

Désorganisée par une hausse des prix qui atteint 60 % par an au Mexique et dépasse 220 % au Brésil, l'économie des deux pays ne peut supporter longtemps les efforts imposés par les banques prêteuses. Les dirigeants mexicains et brésiliens envisagent de demander un nouveau report dans le temps du remboursement de la dette.

Les banquiers rapaces appuyés par le Fonds monétaire international hésitent à desserrer le nœud coulant : le débiteur est-il vraiment à bout de souffle ? N'est-il pas possible de lui demander encore un effort ?

Tous les plans de rééchelonnement de la dette intervenus en 1982, en Amérique latine, tablaient sur l'hypothèse que la reprise économique américaine en procurant des marchés aux pays latino-américains rendrait possibles les remboursements. Mais la machine économique américaine se ralentit à nouveau et tout est remis en cause.

Restent les seuls sacrifices imposés aux peuples.

### Manœuvres anti-rouges et humour noir

Les troupes anglaises et américaines se préparent à des manœuvres d'entraînement où sera simulée l'invasion de l'Angleterre par les Soviétiques.

Anticommunisme primaire, direz-vous ? Pas tout à fait, car en vertu des accords d'Helsinki, les dirigeants anglais — fair-play ! — ont convié les Soviétiques à assister... à leur propre invasion de l'île.

Seul problème en suspens : à combien vont-ils débarquer ? En Jumbo-Jet ou en chars ?



## L'Afrique blanche est mal partie

La situation en Afrique du Sud inquiète de plus en plus les gouvernements occidentaux pourtant jusque-là amis du gouvernement sud-africain : les gouvernements européens y étaient allés de leurs protestations contre l'Apartheid ; le Congrès américain lui-même exhortait Reagan à prendre contre l'Afrique du Sud quelques mesures de représailles économiques, il est vrai surtout symboliques.

Cette semaine, c'était par la bouche du porte-parole de la Maison Blanche que le gouvernement américain, jusque-là resté plus réservé, exhortait l'Afrique du Sud à prendre des « décisions hardies » pour amender quelque peu l'Apartheid. Et le gouvernement israélien, un des plus fidèles alliés du régime de M. Botha, déclarait par la bouche de Shimon Peres : « *Le gouvernement israélien se démarque catégoriquement de la politique d'Apartheid. L'Etat juif ne peut accepter aucune discrimination fondée sur la race, la religion ou la couleur.* » (Sauf vis-à-vis des Arabes dans l'Etat d'Israël lui-même, basé précisément sur la race et la religion, évidemment, mais cela est une autre affaire).

Le geste même par lequel le gouvernement israélien a choisi de se « démarquer » de la politique d'Apartheid est bien caractéristique des limites des réformes dans lesquelles il aimerait voir s'engager le gouvernement sud-africain pour éviter que la révolte ne finisse par balayer le régime avec lequel Israël fait de si bonnes affaires et entretient une étroite collaboration militaire. Le représentant du mouvement anti-Apartheid, reçu lundi 12 août par Shimon Peres et auquel il a promis d'exercer quelques pressions diplomatiques sur Pretoria, était M. Buthelezi, le chef traditionnel de la communauté Zoulou, celui-là même qui a été promu par le gouvernement sud-africain Premier ministre du « Zululand », ce Bantoustan formé d'une quarantaine de territoires où est regroupée, en application de la politique de l'Apartheid, la majeure partie de la communauté Zoulou.

C'est sur ce Buthelezi et sur les hommes de main de son parti, l'Inkhata, que les dirigeants racistes de Pretoria comptaient en grande partie pour tenir en main la communauté Zoulou forte de six millions d'hommes, et pour assurer le calme notamment dans la région de Durban où la commu-

nauté Zoulou est majoritaire.

Les événements mêmes de la semaine dernière donnent pourtant à réfléchir sur l'efficacité que pourrait avoir, pour éviter l'effondrement de la communauté blanche en Afrique du Sud, le fait de s'appuyer encore un peu plus sur des leaders noirs de cet acabit : selon les informations publiées par *Le Monde* des 11-12 août et *L'Humanité* du 9 août, il semble bien que ce soit l'attaque, mercredi 7 août par des hommes de main du parti de Buthelezi, d'un rassemblement de protestation contre l'assassinat de l'avocate noire Victoria Mxenge qui ait été à l'origine du déclenchement des émeutes de Durban.

Les conseils du grand ami américain seront-ils plus efficaces ? Certes, en ce qui concerne le racisme, les Etats-Unis sont des experts. Depuis la grande explosion de révolte dans les ghettos noirs des grandes villes américaines, pendant les années 1960, les réformes adoptées ont fait disparaître aux USA toute forme officielle de ségrégation, et quelques mesures d'assistance sociale ont diminué le caractère explosif de la misère dans les ghettos. Mais l'ouverture des universités aux étudiants noirs, quelques places de responsabilités acquises par des leaders de la bourgeoisie noire, comme par exemple la mairie de plusieurs grandes villes, celle de Los Angeles en particulier, et bien entendu un plus fort pourcentage de Noirs dans les effectifs de la police utilisée dans les ghettos, ont-ils réellement changé beaucoup la situation des Noirs américains ? Ils sont Américains, certes, mais ils restent Noirs. La promotion indéniable, ces dernières années, d'une élite bourgeoise et petite-bourgeoise noire n'empêche pas la communauté noire, dans sa plus large part, d'être la plus cruellement touchée aujourd'hui par la crise.

A l'occasion du vingtième anniversaire des émeutes du ghetto de Watts (ghetto noir de Los Angeles), *Le Monde* citait les paroles du maire de la grande métropole californienne (un maire noir) : « *Le chômage y est probablement aussi élevé aujourd'hui qu'il l'était en 1965.* » Il atteindrait un taux voisin de 50 %. Et si Watts est plus calme aujourd'hui qu'aux heures très chaudes de l'été 1965, la cause en résiderait, selon le respon-

sable d'une coopérative locale citée par le même journal, dans un mal peut-être encore plus profond : « *Les gens qui pourraient avoir envie de protester ont été immobilisés par l'alcool et les drogues.* ».

En matière de ségrégation sociale et raciale, les dirigeants de la grande Amérique ont bien peu de bons conseils à donner. Le petit geste fait par l'administration Reagan, qui pas plus que les déclarations israéliennes ne s'accompagne de pression économique réelle, est probablement surtout à usage du Congrès américain, ou de ses hommes d'affaires dont les profits aiment la stabilité mondiale.

Le 15 août, le gouvernement de Pretoria devrait annoncer quelque chose... Quoi ? Nous ne le savons pas. Mais il est possible qu'aucune mesure, aucune réforme ne puisse plus suffire à calmer, ne serait-ce



Johannesburg : la police raciste à l'œuvre. (AFP)

que pour un temps, la révolte des Noirs d'Afrique du Sud.

Et si l'impérialisme américain, sur son propre sol, il y a quelque vingt ans, a eu affaire à la flambée de colère anti-ségrégationniste d'une communauté noire représentant 12 % de la population totale, les dirigeants racistes de Pretoria,

eux, ont à endiguer la colère d'une communauté noire dans un rapport de force numérique plus qu'inverse. Alors, si les Noirs pauvres d'Afrique du Sud n'ont pas encore gagné, l'Afrique blanche est mal partie, et ce n'est pas nous qui le déploierons.

Olivier BELIN

## Affrontements entre Noirs et Indiens

Les événements d'Afrique du Sud ont été marqués surtout pendant la semaine qui vient de s'écouler par les émeutes de Durban et les affrontements qui y ont eu lieu entre Noirs et Indiens, et par l'enterrement de l'avocate noire Victoria Mxenge, au cours duquel un policier noir a été lynché, puis brûlé par la foule en colère.

En ce qui concerne ce dernier événement, ce n'est pas la première fois qu'un policier noir, un informateur supposé de la police, ou même des conseillers municipaux noirs soupçonnés de collaborer étroitement avec les autorités raciales, sont ainsi exécutés par les manifestants en colère.

Mais les affrontements entre communautés, et entre deux communautés toutes deux victimes du racisme des Blancs sud-africains, ont eu un autre caractère. Autant qu'on sache, c'était nouveau.

Les Indiens, principalement installés dans la province du Natal (dont Durban est la principale ville) sont près de 900 000 en Afrique du Sud, descendants des coolies importés par les Britanniques au temps où ils dominaient l'Inde et l'Afrique du Sud. Les Indiens sont aujourd'hui particulièrement nombreux dans le commerce, et jouissent d'une situation moins défavorable que la population noire. Cependant, depuis fort longtemps, les deux

communautés se cotoient sans heurts importants (les derniers affrontements remontent à 1949 !). Bien plus, même la récente tentative faite par le gouvernement de Pretoria de s'attacher cette communauté en lui accordant une représentation (séparée de la représentation blanche, il est vrai) au Parlement avait été un fiasco. Des organisations indiennes avaient refusé de jouer ce jeu et appelé à un boycott des élections, significativement suivi. Les deux principales organisations de cette communauté indienne, le Congrès Indien du Natal et celui du Transvaal, font d'ailleurs partie du Front Démocratique Uni (UDF), rassemblement d'organisations contre l'Apartheid réalisé autour de l'ANC (principale organisation noire).

Il est difficile à partir des seules informations publiées ici, dans la presse, de connaître ce qui a pu conduire à de tels affrontements. De nombreuses raisons pourraient malheureusement suffire à les expliquer : les légers privilèges dont bénéficie, dans le régime même de l'Apartheid, la communauté indienne (comme la communauté métis), sa situation économique plus favorable, la misère des masses noires qui peut les pousser au pillage des magasins pour des raisons sociales conduisant à un affrontement racial avec les Indiens

dans une province où une grande partie du commerce est aux mains de cette deuxième communauté.

Mais l'hypothèse d'une provocation délibérée est évidemment des plus vraisemblables. La veille du déclenchement des affrontements entre Noirs et Indiens, un groupe de Zoulous, armés de lances, avaient attaqué un rassemblement de protestation contre l'assassinat de l'avocate Victoria Mxenge, et il est vraisemblable que le parti du chef traditionnel zoulou, Buthelezi, en ait été l'instigateur.

De tels affrontements, bien entendu, ne peuvent que rendre service au gouvernement de Pretoria qui espère, peut-être, ainsi tourner la colère que soulève sa politique d'Apartheid en affrontements sanglants entre communautés. Il pourrait tenter aussi de s'attacher par la peur de nouvelles violences une partie de cette communauté indienne qu'il n'avait pas réussi à acheter par l'offre d'une représentation parlementaire. Et le fait qu'après les quatre jours d'affrontements, les quartiers indiens de Durban étaient sillonnés de milices indiennes armées, alors que les quartiers noirs étaient « calmés » par la présence des milices de Buthelezi montre bien quels auxiliaires la police de Botha pourrait chercher à se forger au travers de tels incidents.



# Prestations sociales en baisse

Une directive gouvernementale de Georgina Dufoix, ministre des Affaires dites « sociales », intimait aux caisses d'allocation familiales de retarder le paiement de toutes les prestations, hormis l'aide au logement. Cette directive du 1<sup>er</sup> août concernerait particulièrement les prestations familiales qui, dès les échéances d'août, seraient versées avec un retard de deux à douze jours, procurant ainsi à la Sécurité sociale un gain évalué à deux milliards de francs à la fin de l'année. La CGT proteste de ce qu'au bout du compte, si les échéances sont effectivement repoussées, cela reviendra, pour 1985, à ne fournir aux familles que onze mois de prestations.

La mesure gouvernementale viserait à équilibrer les comptes de la Sécurité sociale, à combler ce fameux « trou » que les derniers comptes gouvernementaux faisaient apparaître : un déficit de 1,5 mil-

liard de francs pour 1985, pour le régime général, contre un excédent de 16,6 milliards pour 1984.

Mais ce « trou » du régime général, c'est vraiment un trou comptable et une véritable escroquerie destinée à justifier les nouveaux vols dans la poche des salariés.

La Sécurité sociale, ce n'est pas seulement le régime général. Ce dernier ne représente que 57 % de l'ensemble qui regroupe bien d'autres régimes, spéciaux, comme la SNCF ou les mines, les régimes d'allocation vieillesse et maladie des professions indépendantes, le régime agricole, les régimes complémentaires. Parmi les charges qui pèsent sur le régime général (financé par les entreprises et les salariés), figurent des « transferts » vers d'autres régimes, en particulier le régime agricole. En 1985, par exemple, 38 milliards ont été prélevés (130 milliards en quatre ans) sur les



cotisations qui alimentent le régime général pour alimenter les autres caisses... et les investissements hospitaliers divers et variés, coûteux, qui devraient relever du ministère de la Santé qui récupère aussi l'argent des impôts.

Alors, les salariés assurés sociaux ne vivent pas

au-dessus de leurs moyens. Leurs frais de santé, ce sont eux et eux seuls qui les financent. On ne leur fait pas de cadeau ! Mais, évidemment, on peut faire dire n'importe quoi aux chiffres, et tous les gouvernements sont passés maîtres dans l'art de jongler avec.

Cette fois-ci, on nous

annonce un déficit, pas trop important — à peine plus d'une journée de remboursement pour l'assurance maladie. Mais déficit quand même, pour justifier le train de restrictions à venir : voilà déjà annoncées certaines concernant les prestations sociales.

Laurence VINON

## Réduction du temps de travail à Thomson-Grand-Public

### Le bilan n'est pas positif pour tout le monde

Thomson-Grand-Public qui emploie 21 000 personnes, se félicite, selon le journal patronal *Les Echos* du 5/08, de sa politique de réduction du temps de travail : près de 1 000 salariés à moins de 34 heures, 9 000 à 35 heures. Dans la plupart de ses établissements (Selnor, Ciapen, Essweir...) directions et syndicats ont signé les accords qui tendent à diminuer les horaires.

Mais comme le montre une étude détaillée faite par la Thomson-Grand-Public avec l'aide du CNRS, si effectivement Thomson-Grand-Public a tout à gagner à cette politique, plus rentable pour l'entreprise, les salariés, eux, ont beaucoup à y perdre.

D'abord, c'est un bon moyen pour obtenir des travailleurs « en contrepartie » qu'ils acceptent de venir par exemple plus tôt le matin à l'usine, ou de repartir plus tard le soir, voir même de travailler le samedi matin, en fonction du bon vouloir de la direction. Ces « aménagements » de l'emploi du temps des travailleurs permettent de faire tourner des machines plus longtemps dans la journée. Comme le dit le journal *Les Echos* : « Meilleure utilisation des équipements donc, synonyme d'économies pour l'entreprise. Avec les mêmes investissements Thomson-Grand-Public peut produire plus. »

Quant à la compensation salariale, l'étude précise qu'elle varie d'un établissement à l'autre selon l'attitude plus ou moins conciliante des syndicats. Mais la plupart des

salariés, toujours selon l'étude, qui ont vu leur temps de travail réduit, ont dû accepter une diminution de leur pouvoir d'achat, ne serait-ce que par report ou annulation d'augmentation de salaires à venir. Et de toute façon, Thomson-Grand-Public constate que les accords signés ont prévu une compensation financière de plus en plus faible au fil des mois.

Enfin, pour ceux qui pensaient que cette réduction du temps de travail pourrait au moins permettre de créer des postes ou d'en maintenir, le rapport du CNRS souligne qu'elle « a pu créer des postes, mais en faible quantité », et que de toute façon cet effet de création ou de sauvegarde des postes n'est pas « proportionnel au temps réduit ».

Conclusion du rapport, bilan de cette politique positif... pour l'entreprise bien sûr. Car du côté des salariés, c'est la conclusion opposée qui s'impose. D'ailleurs dans ce rapport, on trouve cette réflexion : « Le statut de la réduction du temps de travail s'est dégradé aux yeux des salariés qui y voient une mesure imposée plutôt que réellement revendiquée et qui n'en retiennent le plus souvent que les contreparties (réorganisations, pertes d'avantages...). » Et pour cause ! Une politique qui consiste à réduire les salaires, en réduisant le temps de travail, à disposer du temps des salariés, ce sont les patrons qui y trouvent leur compte, pas les travailleurs !

A.R.

## Des T.U.C. déguisés

Si les PTT sont à l'heure de l'austérité, le centre de tri postal du PLM à Paris (gare de Lyon), lui, fonctionne à la super-austérité. Cette année, le ministère des PTT a alloué moins de crédits pour l'embauche de saisonniers. Et le directeur du PLM, d'un zèle sans pareil, quand il s'agit de faire des économies sur le dos du personnel, a surpassé les autres chefs de centre de tri.

Chaque été, des saisonniers, en général des étudiants, sont pris pour remplacer le personnel en

vacances. Ils sont employés à temps complet aux mêmes horaires que les titulaires. Cette année, la plupart des centres de tri ont refait de même. Au PLM, par contre, le directeur a décidé de les employer à temps partiel, de 26 à 30 heures suivant le lieu de travail soit le matin ou en soirée, au moment de presse. Pourquoi ? Pas vraiment par manque de crédits. Les autres centres de tri se sont débrouillés en prenant de l'argent sur les crédits prévus pour les heures supplémentaires par

exemple... Non, le directeur du PLM en a décidé ainsi. Que les saisonniers soient coincés à Paris en cette saison pour 2 800 F par mois ne semble pas le gêner le moins du monde. Et cette entourage, il s'est bien gardé de leur annoncer au mois de mars au moment de leur inscription, mais seulement en juin. S'ils refusaient alors, cela voulait dire pas de travail pour l'été. Les saisonniers du PLM sont fort mécontents et le disent. On les comprend.

Correspondant L.O.

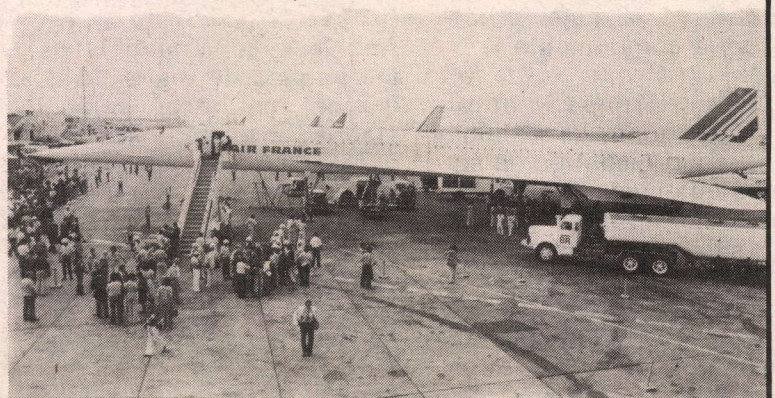
## Concorde Les bénéficiaires prennent leur envol

En cette période de baisse du pouvoir d'achat, de ponctions continues sur les salariés par tous les bouts, certains se portent bien, très bien même. Les commerces de luxe n'ont pas si bien marché depuis longtemps, les bénéfices des sociétés progressent, les actions en bourse grimpent, et voilà que même le Concorde devient rentable, et qui plus est pour la deuxième année. En 1983 et en 1984, son exploitation a dégagé 31 millions et 64 millions de francs.

Les cabines ont été rénovées et les hôtesses vont avoir de nouvelles robes, histoire de donner un environnement plus agréable aux voyageurs de luxe. Pour les six premiers mois de 1985, ils

étaient 24 682, dont 22 500 sur la ligne Paris-New York pour la modique somme de 26 161 F (aller et retour).

Un plaisir à la portée de tout un chacun...





# Pas de trêve estivale pour la répression anti-syndicale

## □ CHU (Rouen)

Au CHU de Rouen, la direction a mis à profit la période des vacances pour faire un mauvais coup. Elle a décidé de licencier, pardon, de mettre fin au contrat du secrétaire de la section CFDT qui travaille au centre informatique.

Il faut dire que depuis plusieurs mois le climat social à l'hôpital est des plus tendus : mouvement des manipulateurs-radio, agitation des cuisines menacées de suppressions de postes, manifestation au mois de juin lors de l'inauguration du centre informatique par Lecanuet et un représentant du ministère de la Santé...

La direction a sans nul doute voulu se venger en mettant à profit le statut flou et précaire de ce camarade qui, ainsi que tout le personnel de l'informatique, est contractuel.

Ayant, sur directives de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales, à supprimer 180 postes dans les services généraux et techniques du CHU, la direction ne serait pas fâchée de pouvoir se débarrasser d'un militant combatif. Sûrement compte-t-elle aussi sur l'effet psychologique que pourrait avoir ce licenciement sur la combativité du personnel.

Mais il n'est pas certain que l'effet psychologique sur le personnel soit celui espéré par la direction !

Déjà au centre informatique une pétition a été signée par l'ensemble des présents. Et nous sommes un bon nombre à attendre de pied ferme le retour de vacances du directeur général pour exiger de lui la réintégration de notre camarade.

Correspondant LO

## □ SODEMECANE (Nevers)

La Sodémécane est une petite entreprise qui emploie une trentaine de personnes à Nevers et fait de la mécanique de précision.

Depuis le début de l'année, l'entreprise est en location-gérance, et les ouvriers vont de mauvaise surprise en mauvaise surprise.

D'abord, l'un des délégués CGT, en congés maladie en janvier, s'est vu signifier après plusieurs semaines de reprise, qu'il n'aurait pas de salaire, ne faisant plus partie du nouvel effectif. Et cela sans lettre de licenciement, sans rien.

L'affaire est aux Prud'hommes depuis cette date. Le 25 juillet, quand même, le délégué a obtenu sa réintégration et le versement de ses salaires depuis le début de l'année. Mais aux dernières nouvelles, le gérant a fait appel et tout

recommence. Personne ne se demande dans l'histoire comment a vécu et va vivre cet ouvrier et sa famille.

Et le patron ne s'en est pas tenu là. Tous les délégués ou les syndiqués CGT collectionnent les lettres recommandées, avertissements, etc. Un autre militant en est à plus d'une trentaine.

Aujourd'hui les salaires de juin n'ont pas été payés. De plus la gérance se terminant au 31 juillet, le patron s'est conduit comme si tout s'arrêtait à cette date : plus de commandes acceptées, plus de renouvellement de stock.

Devant cette attitude, les ouvriers ont décidé la grève, rejoints ensuite par le personnel des bureaux et les chefs. Et depuis le 26 juin, l'usine est occupée jour et nuit.

Correspondant LO

# « Enquête sur l'affaire Boussac » de Patrick Lamm



Ce livre, qui retrace l'ensemble de l'affaire Boussac depuis le début de la faillite en 1975 jusqu'à la récente reprise du groupe Boussac Saint-Frères par un groupe ami des frères Willot, ne manque pas d'intérêt. L'auteur, journaliste aux *Echos*, quotidien patronal, est partisan de la non-intervention de l'Etat dans les affaires et défend le mythe d'une bonne concurrence entre capitalistes mais il raconte crûment les us et coutumes du milieu. Ce tableau que le luxe de détails sur les manœuvres de toutes sortes dont sont faites les affaires des capitalistes ne rend pas d'une lecture aisée, démontre de façon criante que l'Etat n'est pas neutre. Quelle que soit la couleur du gouvernement, l'argent public afflue dans les caisses des capitalistes, et le seul vrai problème qui se débat entre les ministres, les hauts fonctionnaires, les banquiers et les industriels, est de savoir qui aura quoi et qui recevra combien.

Quant au reste, les licenciements que l'on dément une veille d'élection pour les annoncer le lendemain, ils ne sont fonction que des inquiétudes que les patrons et les hommes politiques peuvent avoir quant aux réactions des travailleurs concernés et de l'opinion. Pas d'une prétendue raison économique supérieure qui n'a jamais existé et ne peut exister en système capitaliste. Un système malade où les entreprises se vendent et s'achètent comme des savonnets, le plus souvent à crédit. Et quand on n'a plus de crédit, on fait faillite pour repasser la main à d'autres qui ne reconnaîtront pas les dettes des premiers à l'égard des caisses de l'Etat et licencieront en comptant que toutes les péripéties auront usé le moral des travailleurs et leur capacité à se défendre.

Tout a commencé avec les difficultés de l'empire Boussac, au milieu des années 1970. Ce groupe emploie 11 000 personnes et comprend des sociétés comme Christian Dior et Conforama, des journaux (*l'Aurore* et *Paris-Turf*) et surtout plusieurs dizaines d'entreprises de textile dans le Nord et dans les Vosges. En 1975 l'ensemble perd plusieurs dizaines de millions de francs par an : les investissements nécessaires de modernisation n'ont pas été effectués, les bénéfices ayant servi à constituer la gigantesque fortune per-

sonnelle de la famille Boussac qui possède plusieurs châteaux, deux haras et une écurie de course.

Dassault propose alors de racheter *l'Aurore* et *Paris-Turf* pour 120 millions. Juste au moment de signer, l'accord est remis en cause par la présidence de la République (Giscard à l'époque) qui préfère un autre client, la société Frangepresse derrière laquelle se cache Hersant. L'affaire est conclue à 65 millions. Comme quoi ce n'est pas toujours l'argent seul qui décide...

Le reste du groupe est ensuite racheté en 1978 par les quatre frères Willot que l'auteur compare à des hamsters, toujours prêts à grignoter de nouvelles entreprises. En quelques années la bande a réussi à mettre la main sur plusieurs entreprises proches du dépôt de bilan, les rachetant souvent pour un franc symbolique et se payant de sa peine, en mettant la main sur les immeubles et les terrains que possèdent ces sociétés dont le personnel est alors licencié.

Le groupe Agache-Willot tourne en fait assez mal mais l'Etat y injecte régulièrement de l'argent (plus de 300 millions de 1975 à 1977). Cela ne l'empêche pas de se mettre sur les rangs pour racheter l'empire Boussac. Et finalement les frères Willot emportent le morceau. Le gouvernement de Barre, ce donneur de leçons économiques qui ressort aujourd'hui de son trou les choisit en effet comme la solution la plus solide.

La cession est très contestée. Elle est en effet entachée de multiples irrégularités du point de vue des règles capitalistes habituelles. C'est ainsi que la signature de Marcel Boussac sur le document officiel serait un faux. Dans ce genre d'affaires, on ne s'embarrasse apparemment pas de formes.

De toute façon les Willot n'ont pas l'argent nécessaire à l'opération. Ils payeront avec une partie de qu'ils achètent en revendant *l'Aurore*, les stocks de Boussac et la fameuse écurie de courses. Patrick Lamm résume : « Boussac a, en fait, été bradé dans des conditions irrégulières, à des hommes d'affaires insolubles pour les remettre en selle ». Avec l'approbation des banquiers publics et privés et de l'Etat qui les jugeaient capables de faire des profits.

L'ensemble restructuré s'appelle à présent Boussac Saint-Frères (BSF) et dépend donc du groupe Agache-Willot. En trois ans, les deux groupes verront leur situation se dégrader à grande vitesse, en particulier à la suite d'une opération de rachat d'entreprise américaine qui a mal tourné. Les licenciements vont se multiplier dans les entreprises du Nord dépendant du groupe. En 1981, croulant sous les dettes, les Willot sont contraints de déclarer forfait. Les dirigeants du Crédit Commercial de France, l'une des grandes banques privées, leur coupent brutalement les vivres, pas fâchés de mettre la faillite du groupe sur les bras de ce gouvernement qui se dit de gauche et veut les nationaliser. Le nouveau gouvernement envisage alors une quasi-nationalisation et les Willot vont même être inculpés d'abus de biens sociaux pour certaines de leurs opérations financières. Le ministre de l'Industrie de l'époque, Pierre Dreyfus, parle de leur « faire rendre gorge ». Durant deux ans, l'Etat assure les fins de mois du groupe pour éviter les licenciements, ce qui, après tout, n'est pas la pire des solutions. Mais cela est intolérable aux bourgeois et à leurs porte-parole de la droite. Et après les municipales de 1983, le gouvernement Mauroy cède. Il y aura des licenciements. Le groupe continue de périliter. Trois ans plus tard, le trou dépasse le milliard de francs.

Survient Fabius qui n'a rien à refuser aux capitalistes et décide de brusquer les choses en bradant tout au privé. Plusieurs amateurs sont sur les rangs, flairant la bonne affaire, entre autres Bernard Tapie, capitaliste sans capitaux, dont les méthodes n'ont rien à envier aux Willot. Ceux-ci, toujours propriétaires, vendent une partie de leurs parts à Fériel, un groupe immobilier ami, qui prétend-il, d'investir 400 millions dans l'affaire. Fériel acquiert le groupe quasiment pour rien, l'Etat, comme d'habitude, épongeant les dettes (il a payé un milliard de 1981 à 1984).

Le livre s'arrête là. Des milliers d'emplois ont été supprimés, des centaines de licenciements effectués.

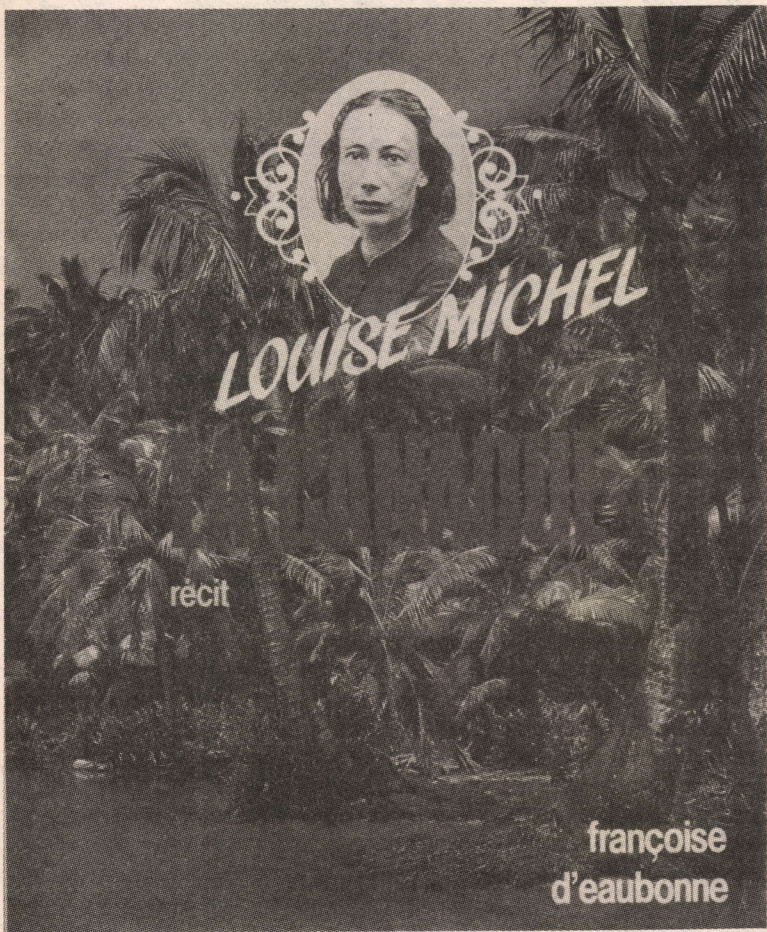
Roger PERIER

Enquête sur l'affaire Boussac, de Patrick Lamm. Ed. Robert Laffont. 286 pages. 78 F.



# LIVRES

## « Louise Michel la Canaque » de Françoise d'Eaubonne



Le combat de Louise Michel ne s'arrêta pas avec la défaite de la Commune. Il continua, aussi passionné, aussi généreux, aussi constructif, en Nouvelle-Calédonie, où elle arriva en 1873 avec une vague de Communards déportés.

Quant à la lutte des Canaques elle ne date pas d'aujourd'hui. Dès 1878, un soulèvement réunit presque toutes les tribus de l'île et ébranla le pouvoir colonial français.

Le livre de Françoise d'Eaubonne se présente comme un roman, mais il est basé sur d'authentiques documents : mémoires et lettres de déportés (dont Louise Michel, bien sûr) ou de colons, articles de journaux, rapports administratifs, etc.

Dès son arrivée en Nouvelle-Calédonie, Louise Michel, sans cesser d'être la figure de proue de la communauté des déportés politiques, noua des liens

d'amitié et d'estime avec tous les opprimés qu'elle rencontra et qui s'étaient battus (tels les Algériens défaits après leur soulèvement contre les conquérants français) ou allaient se battre (comme les Canaques) pour la liberté ou simplement le droit de vivre.

Elle ne se contenta pas de leur affirmer sa solidarité, mais s'en fit accepter comme alliée en se passionnant pour leur culture, en leur transmettant à son tour ce qu'elle savait, elle l'institutrice et l'insurgée.

Elle apprit la langue canaque, prit fait et cause pour ceux qu'elle considérait comme ses frères d'oppression, alors que tous, y compris les Communards, considérèrent les Canaques comme une race inférieure. Terrible déception pour Louise, la plupart des Communards combattirent volontairement sous les ordres de l'armée française pour réprimer la rébel-

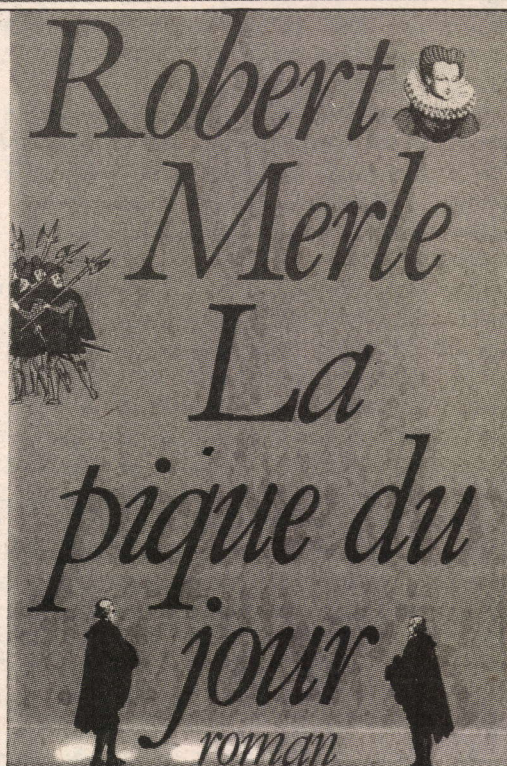
lion. Celle-ci fut écrasée grâce à l'aptitude des Français à s'allier certaines tribus, mais surtout par leur supériorité en nombre et en armement.

Le livre fourmille de renseignements sur les conditions de vie imposées dans les bagnes, sur les problèmes de l'administration coloniale, sur le milieu des déportés de la Commune ; sur la conquête insidieuse puis brutale de la Nouvelle-Calédonie, la façon dont les Canaques furent spoliés de leurs terres, affamés, astreints au travail forcé, leurs femmes kidnappées pour être données aux bagnards en fin de peine, sur les coutumes canaques, enfin sur le soulèvement lui-même.

Un livre passionnant, et d'actualité !

Eliane FAURÉ

Louise Michel la Canaque de Françoise d'Eaubonne. Ed. Encre. 80 F.



Voici le sixième, et dernier volume selon l'auteur, de la série de romans historiques commencée avec *Fortune de France*, se déroulant pendant la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle.

Pierre de Siorac, docteur en médecine et gentilhomme mi-huguenot, mi-catholique, poursuit ses exploits. Désormais aux côtés des rois de France puis, après la Saint-Barthélémy et l'assassinat du duc de Guise, aux côtés du futur Henri IV, il est mêlé à tous les événements de cette époque mouvementée.

Ce dernier volume commence au lendemain de la prise de Paris par Henri IV, en 1594. Siorac est en quel-

que sorte l'agent secret du roi qui n'a pas encore vaincu toutes les oppositions à sa présence sur le trône de France. Malgré la conversion d'Henri IV au catholicisme, la « Ligue » catholique le combat et aussi les Jésuites — secte militaro-religieuse — qui usent de leur influence grandissante contre le « Navarre ». Toute une partie du royaume lui est hostile.

Dans ce contexte historique, Siorac multiplie les exploits, il conquiert Reims pour son roi, récupère des rubis inestimables, contribue à Rome à la confirmation par le pape de la conversion d'Henri IV, etc.

Tolérant, bon ami, bon amant, intelligent et drôle,

ne rechignant pas à user d'un langage on ne peut plus vert, maniant bien l'épée, ce vrai héros caracole à travers toutes les embûches. Bien évidemment, on retrouve comme dans les précédents volumes les épisodes de cape et d'épée, les multiples amourettes avec les dames de la Cour ou les servantes au grand cœur, le tout raconté — assure Robert Merle — dans un langage garanti d'époque.

Si celui-ci n'arrête pas le lecteur, voilà un roman bien divertissant.

Bertrand GORDES

La pique du jour de Robert Merle. Editions Plon. 472 pages. 95 F.

## « Opération Manta » du colonel Spartacus

Ce livre, sorti en librairie à grand renfort de publicité, se veut être les révélations d'un colonel bien placé et « qui n'a plus rien à perdre » (il a tout de même pris un pseudonyme, et pas modeste puisqu'il signe Spartacus) sur l'opération Manta.

L'opération Manta, c'est le nom donné à l'intervention de l'armée française au Tchad d'août 1983 à décembre 1984, où il a été envoyé plus de 3 000 hommes et des centaines de tonnes de matériel. Son but : maintenir au pouvoir le dictateur His-sène Habré en enrayant le recul de ses troupes face à celles de son rival Goukouny épaulées par la Libye. Il s'agissait alors pour le gouvernement français de démontrer aux yeux des dictateurs africains que la France était toujours capable de réagir dans ses anciennes colonies, et de les soutenir en cas d'ennuis. Il s'agit pour l'auteur (ou

les auteurs : il paraît que ce sont 2 officiers de l'armée de l'Air) « d'expliquer l'enlèvement de l'autorité élyséenne dans les sables mouvants libyens ». Ces Libyens, dont l'auteur nous dit qu'ils seraient dirigés par un fou et qui seraient l'avant-garde des Russes ! Malgré le caractère et le moral exceptionnels des soldats français, il y aurait eu enlèvement car l'état-major est incompétent et est « aux ordres d'un pouvoir politique dont la conduite (...) fut empreinte tour à tour d'irrésolution, de lâcheté et finalement de mensonge ».

C'est cela le propos du livre. Au-delà des descriptions sur l'improvisation de la mise en place du pont aérien et du réseau de communication, ou des luttes d'influence dans la hiérarchie militaire, c'est le gouvernement qu'il vise : Mitterrand « manchot et cul-de-jatte de la politique exté-

rieure », Hernu qui « part chaque semaine s'occuper des affaires de sa bonne ville de Villeurbanne, dont il est le maire. Ainsi tout ennemi déclaré de la France peut l'attaquer impunément du jeudi soir au lundi matin : M. le ministre de la Défense n'est pas là ! ».

Rien de moins. Les arguments ne sont donc pas nouveaux, puisqu'ils sont du style : si on a perdu la guerre, c'est la faute aux civils.

Ce livre représente peut-être les états d'âme d'une partie de la hiérarchie militaire, et des nostalgiques de l'Indochine et de l'Algérie. En tout cas, il montre que le gouvernement a beau faire des courbettes aux militaires, leur donner d'énormes moyens, y compris la possibilité d'aller s'entraîner sur le terrain, il ne s'en fait guère respecter.

Bernard SANAS

Opération Manta. Editions Plon. 260 pages. 68 F.

## MOTS CROISÉS

Solution du numéro précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	A	S	S	I	S	T	A	N	C	E
2	V	O	I	T	U	R	E		A	T
3	E	N	T	A	M	E	R		R	E
4		D	E	L	A	T	E	U	R	S
5	T	E		I	C	E		S		
6	I	S	L	E		A		U	E	T
7	R		E	N	N	U	I	E	R	A
8	E		I	N	O		C	L	E	S
9	R	O		E	M	A	I	L		S
10	A	B	Y	S	S	E		E	R	E



## « La vie passionnée de Van Gogh » de Vincente Minelli

Van Gogh et ses tableaux (paysages aux couleurs éclatantes, personnages aux traits burinés, silhouettes courbées par le travail, objets de la vie quotidienne) sont largement connus du public, même si le peintre, de son vivant, n'en a quasiment vendu aucun.

Le metteur en scène américain Minelli a voulu raconter la vie du peintre, instable et marginale, son caractère « torturé » ou plus exactement franchement psychotique, ses idées sur la peinture.

Le film retrace les principaux épisodes de la vie de Van Gogh : sa rupture avec son milieu bourgeois (il était fils d'un pasteur de La Haye) ; son séjour chez les mineurs du Borinage dont Van Gogh, prêtre à l'époque mais peu en odeur de sainteté, tient à partager la misère ; son séjour à Paris, où il fit connaissance des jeunes peintres impressionnistes ; sa retraite à Arles, dans les paysages et la

luminosité de la Provence ; son amitié orageuse avec Gauguin (pour lequel Antony Quinn campe un personnage violent et cynique, jusqu'à la caricature).

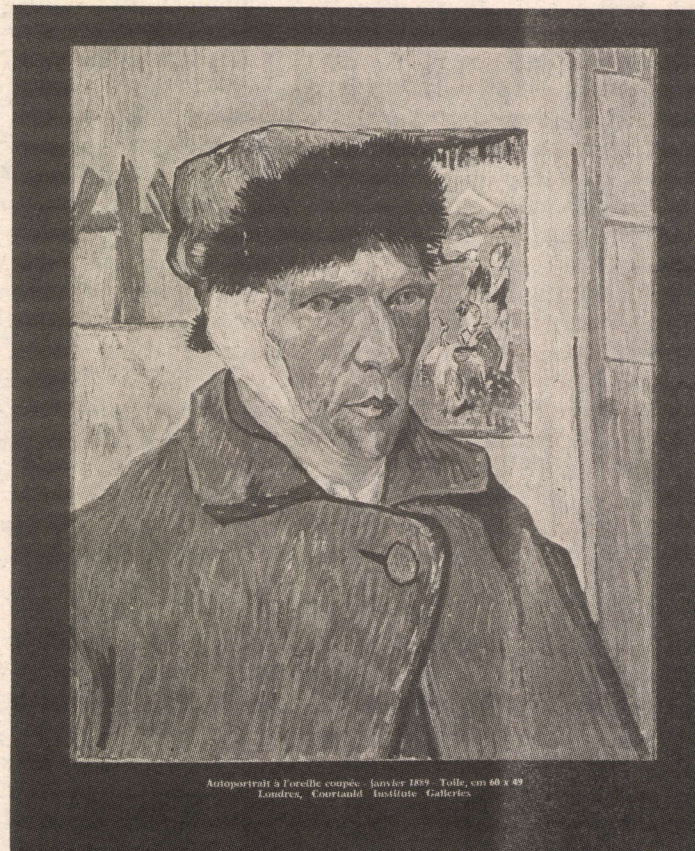
Kirk Douglas, lui, incarne Van Gogh, le peintre que sa soif d'absolu et son hypersensibilité conduisirent, de crise d'angoisse en crise d'hallucination, à l'hôpital psychiatrique, à l'automutilation (« l'homme à l'oreille coupée », c'est lui), et au suicide, après avoir toute sa vie oscillé entre l'alcoolisme et la misère (ses tableaux choquent les bourgeois et ne se vendent pas, mais son frère le soutient moralement et financièrement).

Van Gogh n'avait pas de culture artistique spécifique. Il peignait la vie comme il la voyait et comme il la sentait : celle des gens simples que le labeur écrase (mineurs, paysans, tisserands) ; la vie intérieure : les passions comme les vices, la ten-

dresse et la solitude, l'angoisse et l'amour de la nature.

Minelli, en 1956, a cherché à réaliser une œuvre de qualité : mise en scène soignée avec des éclairages étudiés, découverte d'acteurs ressemblant aux modèles de Van Gogh qui lui ont permis d'introduire tout naturellement l'histoire des tableaux de Van Gogh : telle scène aux champs, ou dans un taudis d'ouvriers, ou dans un cabaret, devient tel tableau célèbre. Minelli avait fait photographier, pour les faire ensuite reproduire le plus exactement possible, les dizaines de tableaux que l'on voit dans le film. Il fit reconstruire à Arles la maison de Van Gogh bombardée pendant la guerre, et les séquences provençales furent tournées sur place.

Un régal pour les yeux comme pour l'esprit.



Eliane FAURE Autoportrait à l'oreille coupée.

## Sélection Télé

### Samedi 17 août

11 h 45. A2. **Chasseurs de cyclones**, documentaire réalisé par Alain Gillot-Pétré sur l'étude des cyclones. (1<sup>re</sup> partie).

21 h 40. A2. **Les enfants du rock** : « Les Afros du rock », avec Fela, Manu di Bango, Ray Lema et Ghetto Blaster.

### Dimanche 18 août

19 h. TF1. **Infovision** (reportages) : « Ventres à louer », « Guyane, terre convoitée ».

20 h 35. TF1. **Vacances à Venise**, film de David Lean (1955) avec Katharine Hepburn. Sous le ciel de Venise, une Américaine d'âge mûr et quelque peu alcoolique, découvre l'amour.



22 h 10. A2. **Harlem nocturne** : 2 grands « blues-

men » de l'entre-deux-guerres : Lightnin' Hopkins et Mance Lipscomb.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : **Dans les rues** (1933). En France, dans les années 1930, un jeune chômeur verse dans la délinquance et risque la prison, avec Jean-Pierre Aumont et Madeleine Ozeray.



### Lundi 19 août

20 h 35. TF1. **La loi du silence**, film d'Alfred Hitchcock (1953) avec Montgomery Clift. Un prêtre reçoit en confession l'aveu d'un crime dont il est ensuite accusé à la place du vrai coupable.



20 h 35. A2. **Le grand échiquier** : une sélection des meilleurs moments de l'émission.

20 h 35. FR3. **Le jour et l'heure**, film de René Clément (1962) avec Simone Signoret et Michel Piccoli. En juin 1944, Thérèse Dutheil, qui vit jusque-là en marge des événements, cache trois aviateurs américains. C'est sa « libération » à elle.

22 h 15. TF1. **Portrait de Bruno Bettelheim**, psychanalyste célèbre, spécialiste de la folie des enfants. 2<sup>e</sup> émission : Bruno Bettelheim présente un cas d'enfant autistique soigné dans son institution.

### Mardi 20 août

15 h 30. TF1. **L'été en musique** : Giovanna Marini, chanteuse italienne qui a recueilli les chansons paysannes et populaires de son pays.

20 h 30. TF1. **Moi l'Afrique**, document en 3 parties dans lequel Gilbert Masala, musicien né dans un village du Congo, nous conduit dans un voyage au sein de 5 pays africains. 1<sup>re</sup> partie : l'histoire de l'Afrique de l'Ouest du IX<sup>e</sup> siècle au XIX<sup>e</sup> siècle (avec des chansons, des contes, des interviews...).

20 h 35. A2. **La gueule de l'autre**, film de Pierre Tchernia (1979) avec Jean Poiret et Michel Serrault. A l'approche d'une élection, par peur d'être assassiné, un homme politique utilise un sosie.

20 h 45. FR3. La dernière séance : **La colline des serpents**, western avec Gary Cooper et Maria Schell. Un médecin joueur de poker sauve une jeune étrangère.

23 h 15. FR3. **Embuscade**, western avec Robert Taylor. Un officier de la cavalerie américaine partagé entre sa mission et son amitié pour les Indiens.

21 h 30. TF1. **Orphée aux enfers**, opérette de Jacques Offenbach. L'histoire « arrangée » d'Orphée et d'Eurydice, humour et musique endiablée.

### Mercredi 21 août

20 h 40. TF1. **Le bateau**, feuilleton en six épisodes qui raconte la mission d'un sous-marin allemand, chasseur de convois dans l'Atlantique, pendant la Deuxième Guerre mondiale. 50 hommes pris au piège dans une boîte d'acier. 4<sup>e</sup> partie.

21 h 30. TF1. **Festival Riadh el Feth** de la chanson à Alger, en juillet dernier : Djamel Allam, Karim Kacel, etc.

### Judi 22 août

20 h 35. FR3. **Fanny et Alexandre**, dernière partie du film d'Ingmar Bergman. La peinture de la vie d'une famille bourgeoise en Suède au début du siècle.



22 h. TF1. **Racines** (un écrivain raconte son pays) : Kateb Yacine et l'Algérie.

### Vendredi 23 août

20 h 35. A2. **Marcheloup** : 3<sup>e</sup> épisode de l'adaptation d'un roman de Maurice Genevoix, **Un homme et sa vie**. Un village de bûcherons confronté à l'apparition de l'industrie.

21 h 25. FR3. **Les médicales** : les maladies de la vision.

21 h 30. A2. **Apostrophes : A quoi servent les philosophes ?**, autour de Vladimir Jankélévitch (rediffusion). 22 h 45. FR3. **Jazz** au festival d'Angoulême 1984 : Michel Portal. 22 h 55. A2. Ciné-été : **Justice est faite**, le premier film d'André Cayatte, sur la justice (1950). Un jury doit se prononcer sur le cas d'une femme accusée d'euthanasie.



## Un mal qui répand la terreur... mais excite la soif de profits !

□ Rock Hudson à Paris pour se faire soigner, Bo Derek qui parle d'exiger un test de dépistage avant de se... déshabiller, le SIDA sort du milieu des homosexuels et des héroïnomanes, où certains feignaient de croire qu'il se maintiendrait. Du coup, c'est la panique en Europe et surtout aux USA.

Il faut dire que la maladie a de quoi impressionner par sa gravité mais surtout par sa rapidité d'expansion.

On compte aujourd'hui 12 000 cas recensés dans le monde, dont 11 000 aux USA et 1 000 en Europe (la France, avec plus de 300 cas est le pays le plus touché des pays européens), et sans compter les cas non répertoriés — à croire qu'ils n'intéressent pas en Afrique centrale d'où la maladie est pourtant probablement originaire. Et pour tous ces malades, le pronostic est bien sombre puisque le taux de mortalité dans un délai de cinq ans après le dépistage est de 86 %.

Et puis le rythme d'expansion de la maladie est inquiétant. Alors que le SIDA était inconnu en Europe et aux USA avant 1980, le nombre de cas recensés double maintenant tous les ans, voire tous les neuf mois. Et, en France, si on dénombrait environ quatre nouveaux cas de SIDA par semaine au début de l'année, on dénombre aujourd'hui environ deux nouveaux cas par jour. Si la progression du SIDA devait se poursuivre à la même vitesse dans les années à venir, sans qu'un vaccin ou un traitement efficace ne soit découvert, cette maladie pourrait effectivement devenir un fléau.

Mais, même avec ces chiffres, on est encore bien loin de la mortalité causée par les maladies cardiovasculaires, l'alcoolisme ou le cancer. On est bien loin du nombre de victimes de maladies infectieuses pourtant bien connues comme le choléra. Au Mali comme le rapporte le journal *Le Monde* du samedi 10 août, plus de 500 personnes sont mortes du choléra depuis le début de l'année et en moins de quatre semaines, ce sont 1 031 nouveaux cas qui viennent d'être recensés dont 172 mortels. Et le Mali n'est qu'un des dix-neuf pays africains touchés par la maladie. Pourtant le germe responsable — le vibron cholérique — est lui, très bien identifié, des vaccins existent, sans compter les antibiotiques.

Mais l'épidémie continue à se répandre en Afrique, un continent pauvre, qui n'a pas les moyens de payer, un marché donc limité pour les grands trusts pharmaceuti-

ques.

Tandis qu'en Europe et aux USA, le marché ouvert par le SIDA est colossal ! Il met en émoi tous les grands trusts. Et tout va très vite. Jamais on n'a vu un délai si court entre le moment où une maladie a été signalée et le moment où l'agent causal a été identifié. C'est le fruit du progrès, de la Science bien sûr. Mais, c'est aiguillonnées par la perspective d'un marché important, que les équipes de recherche française et américaine se sont jetées dans la course à la découverte. Ainsi, en 1983, moins de deux ans après la description des premiers cas, le virus responsable du SIDA était isolé à l'Institut Pasteur. En 1984, il était « décodé », sa structure élucidée et le test de dépistage était mis au point.

Ce test de dépistage ne permet pas de dire qui est atteint de SIDA, mais uniquement qui a été en contact avec le virus et a donc fabriqué des anticorps contre ce virus. Parmi eux, 10 % seulement développeront un SIDA dans l'avenir. Ce test permettra donc d'écarter tous les donneurs de sang qui ont été en contact avec le virus et qui risquent de contaminer les transfusés, mais il n'évitera pas l'expansion de la maladie (aux USA par exemple sur les 11 000 cas de SIDA, seuls 200 sont d'origine transfusionnelle). La maladie continuera à se répandre, transmise sexuellement ou par voie sanguine.

Mais le marché est de taille. Rien qu'en France, les centres de transfusion sanguine effectuent 4 000 000 de prélèvements par an, à 15 francs le test, ça fait une jolie somme ! Dès le jour de l'annonce par le Premier ministre de l'instauration du dépistage systématique de tous les donneurs de sang, les trois laboratoires fabriquant le test étaient sur la ligne de départ. Les laboratoires Organon (USA) se déclaraient prêts à mettre « dans l'heure qui suit » six millions de tests à la disposition des centres de transfusion. Abbott, une firme américaine, vantait les mérites de son usine de Chicago dont les capacités de production seraient de deux millions et demi de tests par moi. Et Pasteur-Diagnostics, filiale de la Sanofi, se déclarait prêt à fournir 40 % du marché européen.

Et finalement si les autorités sanitaires françaises n'ont toujours pas autorisé les tests américains, c'est que la Food and Drug Administration, aux USA, n'a toujours pas donné son agrément à la filiale de Pasteur... Donnant, donnant ! Pour un marché

estimé à 120 millions de dollars pour l'Europe et les USA, la guerre est rude.

En ce qui concerne le traitement, rien d'efficace n'est encore découvert, Rhône-Poulenc s'apprête à produire en masse le HP 23, ce médicament qui fait la Une des journaux depuis que Rock Hudson est venu à Paris pour se faire soigner. Un médicament qui s'oppose à la multiplication des virus dans les cellules,

et qui même s'il est loin d'être efficace à 100 % représente à l'heure actuelle le seul traitement possible.

Quant au vaccin anti-SIDA, il n'est toujours pas mis au point — et rien ne dit qu'il puisse un jour être découvert, de nombreuses maladies virales ne connaissant pas de vaccin efficace.

Mais une chose est sûre, c'est que les équipes de

recherche américaine, française ou autres, vont devoir se battre d'arrachepied pour être les premières. A la clef, il y a un marché fantastique pour les trusts pharmaceutiques : des dizaines de millions, voire des centaines de millions d'unités de cet hypothétique vaccin, pour peu que la vaccination devienne obligatoire...

Sophie GARGAN

### Bon sang

Vrai ou faux ? La presse du 14 août fait état de l'entrée en activité, en Australie à Sydney, de la première banque privée de sang « anti-SIDA » ! Sa création devrait permettre aux patients de déposer leur sang pour pouvoir le réutiliser en cas de nécessité de transfusion. Le sang ainsi déposé serait conservé par congélation — à moins 80° pour une période de dix ans éventuellement — et, une fois décongelé, utilisable dans les quatre jours.

Cette banque aurait coûté à son promoteur 14,2 millions de dollars (environ 122 millions de francs). C'est cher. Mais l'homme ne serait pas parti à l'aveuglette : l'investissement aurait été fait après une étude de marché, un sondage selon lequel 20 % des Australiens interrogés ont exprimé la crainte d'être contaminés par le SIDA à la suite d'une transfusion sanguine.

L'affaire marchera-t-elle ? Toujours est-il que le SIDA est considéré comme un bon « créneau » par des moyens ou petits capitalistes, comme par les gros.



Depuis le 1<sup>er</sup> août, le dépistage systématique de tous les donneurs de sang est obligatoire : un marché de taille pour les laboratoires fabriquant le test.

### Qu'est-ce que le SIDA ?

Le SIDA — Syndrome d'Immuno-Déficience Acquise — est une maladie virale. Le virus responsable pénètre pas l'organisme et s'y développe en infestant une certaine catégorie de globules blancs (les cellules chargées de la défense de l'organisme), les lymphocytes T.

Il en résulte une grave défaillance des défenses immunitaires. L'organisme n'est plus alors en mesure de lutter contre les germes infectieux. De nombreuses infections (que l'on dit « opportunistes » dans la mesure où les germes profitent de la situation) se développent là où, en temps normal dans l'organisme sain, elles sont enrayerées par les défenses immunitaires.

En fait, l'infection par le virus se développe en trois stades :

— une période d'incubation : la période qui sépare la primo-infection par le virus et l'apparition des premiers symptômes peut être très longue, elle peut dépasser 5 ans ; période pendant laquelle seul un petit nombre de lymphocytes sont infectés et où donc on ne perçoit aucun symptôme, aucun signe

extérieur de la maladie ;

— le para-SIDA : si un bon nombre d'individus possèdent des virus dans leurs lymphocytes, seuls quelques-uns manifesteront une maladie banale caractérisée par de la fièvre, des troubles digestifs, de la fatigue. C'est ce para-SIDA qui peut évoluer vers une forme plus grave, et ceci dans une proportion d'environ 10 % ;

— le SIDA : c'est la maladie grave. Les lymphocytes meurent sous l'effet de la multiplication du virus. L'organisme est alors incapable de se défendre face à la pénétration du germe infectieux opportuniste.

Si l'on crut au début que cette maladie n'atteignait que les hommes homosexuels, c'est que les premiers cas furent observés chez des malades dont le seul point commun était d'être des homosexuels de sexe masculin (en juin 1981, aux USA, on décrivit 5 cas d'une pneumonie provoquée par un parasite qui n'infecte que des patients dont le système immunitaire est gravement défaillant et qui étaient tous des hommes homosexuels).

Puis, on s'aperçut que des hommes qui n'étaient pas homosexuels mais qui avaient subi des transfusions sanguines, voire des femmes étaient atteints.

C'est que le virus peut en fait être transmis par tous les liquides qui contiennent des lymphocytes, le sang bien sûr, mais aussi le sperme et la salive.

Ainsi, les héroïnomanes qui se piquent, souvent en se passant leur seringue, les hémophiles qui reçoivent des facteurs de coagulation extraits à partir de sang, et les patients qui subissent une transfusion peuvent être contaminés.

Si les homosexuels restent un groupe à très haut risque (70 % des malades atteints de SIDA sont des homosexuels), c'est que la muqueuse anale est plus souvent atteinte de microlésions privilégiant la contamination que la muqueuse vaginale.

Cela dit, la transmission hétérosexuelle de l'homme à la femme ou de la femme à l'homme est aussi possible même si elle est moins fréquente.